



Assainir les finances publiques ? Oui, mais ni trop vite, ni trop fort. La trajectoire budgétaire du nouveau gouvernement ne peut pas étouffer la relance. Les syndicats le rediront ensemble mardi 23 septembre lors d'une concentration à Bruxelles.

Le front commun syndical au grand complet - CSC, FGTB et CGSLB - a exprimé, jeudi 11 septembre, l'inquiétude et la colère de ses affiliés et militants face aux mesures qui filtrent des travaux de la future coalition gouvernementale au fédéral. Les représentants du banc syndical du groupe des 10 ont rappelé aux formateurs qu'au nom des travailleurs et des allocataires sociaux, ils veulent une politique en faveur de la justice sociale. Ils le rediront avec force le mardi 23 septembre prochain lors d'une concentration place de la Monnaie, à Bruxelles: *«Tout indique les négociateurs entendent mieux la voix des employeurs que celle des travailleurs. Nous allons leur rappeler les priorités que nous avons formulées dans notre Mémorandum à la veille des élections de mai.»*

Ces priorités sont essentielles pour la défense des intérêts des travailleurs et des allocataires sociaux et constituent la garantie de la paix et d'une concertation sociale forte. Sur fond de négociations gouvernementales et des récentes évolutions socio-économiques qui le préoccupent au plus haut point, le front commun syndical réclame que les négociateurs suivent quatre lignes de force.

-La sauvegarde et le renforcement du pouvoir d'achat

-Une marge pour des négociations salariales libres.

-La sauvegarde totale de l'indexation automatique des salaires et des allocations sociales.

*« Pas question d'un saut d'index qui appauvrit les travailleurs à long terme puisque cette perte de salaire a des répercussions sur le montant de la pension. Un saut d'index a aussi des répercussions négatives sur le financement de la sécurité sociale »* a rappelé Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC.

-L'utilisation du budget intégral pour la liaison au bien-être des revenus de remplacement.

-La préservation d'une sécurité sociale fédérale forte.

-Une vraie protection en cas de chômage, maladie/accident ou pension.

-Des moyens suffisants alloués aux soins de santé.

-Un financement suffisant de la sécurité sociale (prolongation de la dotation d'équilibre).

-De meilleures allocations minimales supérieures à la norme de pauvreté européenne.

-La préservation des possibilités de retraite anticipée.

-L'investissement dans une relance et des emplois durables.

-Une véritable politique d'investissements prioritairement dans les infrastructures publiques.



- La lutte contre le chômage des jeunes et plus particulièrement des garanties d'emploi pour les chômeurs de longue durée qui risquent de perdre leur allocation (pas de mise au travail forcé et pas de politique d'exclusion).
- Plus d'emplois de qualité dans les secteurs public et privé.
- Une lutte renforcée contre le dumping social.
- Un trajet budgétaire qui n'étouffe pas la croissance et l'emploi.
- Une plus grande justice fiscale
- La garantie de plus de transparence: connaissance et droit de regard sur les différentes sources de revenu sont indispensables pour mettre en place une fiscalité équitable et progressive.
- Une participation équilibrée des revenus du travail et des revenus du capital.
- Un effort particulier de la part des grosses fortunes. Elles bénéficient des services collectifs comme les autres, tout en y contribuant proportionnellement beaucoup moins.
- Tous les avantages octroyés aux entreprises doivent être conditionnés au maintien et, mieux encore, à la création de nouveaux emplois.

[L'article sur le site de la CSC](#)